

Navarre assumera la présidence de l'Eurorégion Nouvelle Aquitaine-Euskadi-Navarre jusqu'en 2020

La relève a eu lieu lors de l'assemblée qui s'est tenue ce matin à Pampelune, au cours de laquelle la mise à jour de la stratégie de ce groupement européen a été approuvée.

Dès aujourd'hui et jusqu'en 2020, Navarre assumera la présidence de l'Eurorégion Nouvelle Aquitaine-Euskadi-Navarre. Au cours de cette période, le principal défi consistera à atteindre une plus forte cohésion du territoire dans tous les domaines, de la citoyenneté au tourisme, en passant par la mobilité et le transport, en mettant principalement l'accent sur le développement d'un projet commun dans les secteurs d'économie de la connaissance, d'innovation et de compétitivité entrepreneuriale, afin d'améliorer le positionnement des trois associés en Europe.

La relève a eu lieu ce matin à Pampelune/Iruña lors d'une assemblée extraordinaire menée par les présidents des trois régions : Alain Rousset, de Nouvelle Aquitaine, Iñigo Urkullu, d'Euskadi, et Uxue Barkos pour la Navarre. Au cours de cette rencontre, le président sortant, Alain Rousset, a cédé le « makila », le bâton qui symbolise la présidence, à la présidente Barkos, dans un acte solennel qui s'est déroulé dans le cloître des Archives Royales et Générales de Navarre.

Avant cet acte, l'assemblée composée des 18 représentants des trois régions, y compris les trois présidents, ont approuvé la mise à jour du Plan stratégique de l'Eurorégion 2014-2020, une révision totalement nécessaire afin de s'adapter aux nouvelles incorporations qu'a connues l'entité au cours des dernières années. Limousin et Poitou-Charentes se sont joints à l'Eurorégion en 2016, à l'issue du regroupement territorial français, suivis de Navarre en 2017.

Le nouveau GECT (Groupement européen de coopération territoriale) Eurorégion Nouvelle Aquitaine-Euskadi-Navarre constitue un secteur d'opportunités pour les régions membres, qui partagent, dans leurs stratégies de spécialisation intelligente respectives, des secteurs prioritaires tels que la santé, l'énergie, l'industrie agroalimentaire et les industries créatives, en plus de l'intérêt de travailler ensemble sur des thématiques comme le tourisme, l'industrie avancée ou 4.0, et la compétitivité des entreprises, parmi d'autres domaines.

Mise à jour du Plan stratégique

Le groupement a élaboré en 2014 un plan stratégique à l'horizon 2020, afin de disposer d'un document de référence pour identifier les objectifs prioritaires et programmer les actions pour les atteindre, également en accord avec les lignes fondamentales des fonds de l'UE pour 2014-20.

Suite aux incorporations mentionnées, au cours du premier semestre de cette année le processus de mise à jour du plan a été mené à bien. Le document a

tenu compte du diagnostic de l'actuelle situation socioéconomique, le bilan des actions menées depuis 2014 et les contributions réalisées par plus de 200 agents socioéconomiques des trois régions actifs dans la coopération transfrontalière.

L'analyse réalisée maintient en tant qu'objectifs stratégiques les axes prévus initialement : citoyenneté eurorégionale, secteur d'économie de la connaissance, innovation et compétitivité entrepreneuriale, et territoire et mobilité durable. Garantir la gouvernance et la coordination des différents projets et actions compris dans le plan constitue le quatrième axe, un rôle qui revient au propre GECT. Chacun de ces objectifs est concrétisé dans différentes lignes d'intervention et actions. Au total, 14 lignes d'intervention et 36 actions ont été définies.

Dans le premier axe, l'objectif consiste à améliorer la connexion de la citoyenneté eurorégionale. Pour ce faire, trois importantes lignes d'intervention ont été prévues : améliorer la connaissance et l'utilisation des langues de l'eurorégion, faire de la culture le pivot de la coopération et promouvoir tout spécialement l'interaction de la jeunesse de l'eurorégion.

Dans l'axe de l'économie de la connaissance, l'innovation et la compétitivité entrepreneuriale, les objectifs dans ce domaine consistent à promouvoir un « campus interrégional » composé d'universités, de centres de FP et d'autres agents d'innovation, traiter les problèmes communs de R&D+i dans les secteurs compris dans les stratégies de spécialisation intelligente (S3), promouvoir la coopération des entreprises, notamment les clusters, et créer un bassin d'emploi eurorégional.

Les lignes d'intervention prioritaires du troisième axe, Territoire durable et Transport, seront les suivantes : atteindre une mobilité durable aussi bien des voyageurs que des marchandises, faire de l'Eurorégion un espace de référence environnementale, et développer des politiques communes et coordonnées en matière de ressources naturelles et de tourisme.

Pour terminer, en ce qui concerne la Gouvernance, les principaux axes d'intervention consistent à promouvoir la gouvernance à tous les niveaux et la gestion par projets, en plus de renforcer la visibilité et le positionnement de l'Eurorégion. Ce rôle, qui revient au propre GECT, vise à renforcer la cohérence des interventions des différents acteurs institutionnels de la coopération territoriale.

L'Eurorégion en chiffres

L'actuel GECT (Groupement européen de coopération territoriale) Eurorégion Nouvelle Aquitaine-Euskadi-Navarre passe de 48 mille km² à 101 mille km² (+110%) et de 5,4 millions à 8,7 millions de personnes (+60%), ce qui représente 1,74% de la population européenne ; il compte 3,95 millions d'employés, 1,78 millions d'étudiants, un taux de chômage de 10,5% et un PIB de 28 400 euros par habitant, ce qui est quasiment le PIB moyen de l'UE.

D'un point de vue économique, l'incorporation des nouveaux territoires augmente considérablement (60%) le PIB conjoint de l'Eurorégion, en transférant en outre vers le nord son poids économique : en chiffres absolus, le PIB de Nouvelle Aquitaine double presque celui de l'ancienne Aquitaine, de sorte qu'il représente aujourd'hui près de deux tiers du total eurorégional (65,8% face à 56% auparavant), tandis qu'Euskadi passe de 26,8% (face à plus de 40% auparavant) et Navarre représente 7,4%.

En termes de structure économique, l'agrandissement de l'Eurorégion a donné plus d'importance relative au secteur primaire et au secteur industriel au détriment des services, qui néanmoins constituent toujours la principale source de valeur ajoutée. Parmi les services, le secteur commercial a perdu des parts de marché comparé aux activités de services aux entreprises et à l'administration publique. Finalement, le secteur de la construction est proportionnellement moins important, notamment en Navarre et à Euskadi, très affecté par la crise immobilière.

En matière de R&D+i, l'agrandissement de l'Eurorégion a entraîné une augmentation considérable du nombre de personnes occupées dans ces activités, qui est passé de 30 500 dans l'ancienne Aquitaine-Euskadi à plus de 43 300 dans la nouvelle Aquitaine-Euskadi-Navarre. On remarque plus cette augmentation dans le segment des chercheurs et chercheuses de l'enseignement supérieur que dans d'autres centres publics, et surtout dans celui des entreprises, qui néanmoins est largement majoritaire.

Cependant, malgré l'augmentation de la dépense en R&D+i par habitant dans l'ensemble de l'Eurorégion au cours de la dernière décennie, les chiffres sont encore inférieurs aux moyennes européennes, excepté en Euskadi. Navarre, pour sa part, se situe à un niveau intermédiaire entre les deux autres régions.

Histoire du groupement européen

En 1992, Navarre, Aquitaine et Euskadi ont signé un accord de collaboration pour développer des relations institutionnelles dans le cadre de leurs compétences respectives, afin d'atteindre des intérêts communs. Dans le cas de l'Aquitaine et l'Euskadi, ce protocole est devenu en 2011 le groupement européen de coopération territoriale (GECT), dénommé « Eurorégion Aquitaine/Euskadi ».

En 2016, Aquitaine intégra les régions de Limousin et Poitou-Charentes pour composer la région de Nouvelle Aquitaine. Et parallèlement, Navarre demanda l'intégration dans le groupement, qui se concrétisa en mars 2017.